

**Notes du Dr Charles Macognin de la Pierre,
vice-bourgmestre,
sur l'activité de la municipalité de Saint-Maurice,
du 23 décembre 1813 au 2 octobre 1814**

publiées par
André DONNET

Un ami fidèle de la Société d'Histoire du Valais romand, qui souhaite conserver l'anonymat, a bien voulu nous communiquer, pour nous permettre d'en tirer un article à l'occasion du 150^e anniversaire de la réunion du Valais à la Suisse, un gros registre in-folio qui contient en particulier des notes manuscrites inédites, rédigées en 1814 par le Dr Charles Macognin de la Pierre, alors vice-bourgmestre de la ville de Saint-Maurice.

L'auteur n'est pas un inconnu ; on peut en tout cas établir son curriculum vitae.

Charles-Melchior Macognin de la Pierre est né à Saint-Maurice, le 5 janvier 1783. Son père, Etienne-Louis (1731-1793), ancien officier au régiment de Courten, est le constructeur de la belle maison familiale sise à la Grand-Rue, à Saint-Maurice ; sa mère, Fanchette de Rivaz (1752-1832), est la sœur de Charles-Emmanuel de Rivaz, le futur grand bailli.

Docteur en médecine de la Faculté de Montpellier en 1803, Charles Macognin a épousé l'année suivante Louise Gard, fille de Joseph-Arnold, lieutenant-colonel au régiment de Preux.

Adjoint au maire de Saint-Maurice sous le régime français, le Dr Macognin est donc âgé de trente ans au moment où il écrit les notes que nous publions. Il est encore au début de sa carrière politique : en 1817, il sera en effet élu président de la ville et

député à la Diète valaisanne ; en 1831, député à la Diète fédérale. Il mourra le 2 juin 1850¹.

Ces notes, que ne précède aucun titre, commencent au sommet d'une page et se poursuivent sans interruption ni division sur douze folios².

En réalité, elles sont constituées de trois parties bien distinctes et d'étendue à peu près égale.

La première est un procès-verbal, rédigé après coup par le Dr Macognin de la Pierre, des opérations du conseil municipal de Saint-Maurice, du 23 décembre 1813 au 7 janvier 1814. Elle fait apparaître les problèmes devant lesquels se trouve l'ancienne sous-préfecture, abandonnée à elle-même par les Français, en proie à l'occupation autrichienne, sollicitée enfin par un gouvernement provisoire valaisan soucieux de reconstituer un Etat indépendant et non de rechercher la réunion à la Suisse.

La deuxième partie est la plus originale : ce sont quelques aperçus relatifs aux événements survenus en Valais, de janvier à juin 1814, et considérés, du chef-lieu d'un dizain éloigné, par un jeune magistrat qui ne néglige pas les événements locaux.

Quant à la troisième partie, elle reproduit tout simplement les procès-verbaux, rédigés par Xavier Cocatrix, secrétaire adjoint, de cinq séances du conseil municipal, du 1^{er} juillet au 2 octobre 1814. Dans les quatorze extraits qui figurent ici, on rencontre donc les questions qui sont l'objet ordinaire des délibérations et des décisions du ménage communal : affaires économiques et financières, mesures de police, nominations, et, dans le cas particulier de Saint-Maurice, une louable sollicitude à l'égard du collège de l'abbaye.

Nous publions les notes du Dr Macognin de la Pierre sans les assortir d'explications, qui exigeraient un commentaire démesuré. Il convient toutefois de les lire à la suite de l'article ci-dessus de M. Emile Biollay, Des treize cantons du département aux treize

¹ Cf. A. Donnet et Ch. Zimmermann, *Etienne-Louis Macognin de la Pierre (1731-1793), sa famille et ses constructions de Saint-Maurice*, dans *Vallesia*, t. XIV, 1959, pp. 189-244, notamment p. 242.

² Ce registre in-folio de 320 pages appartenait, à l'origine, au maire de Saint-Maurice, qui y consignait son journal. Parvenu dans les mains du Dr Macognin de la Pierre, celui-ci l'a employé par la suite à un usage semi-personnel, comme on le constatera par la description du contenu. Il est devenu plus tard propriété de Pierre Bioley (1880-1929), vice-président de la Société d'Histoire du Valais romand, qui, à son tour, y a transcrit des notes.

pp. 1-48 : « Journal, soit protocole de la mairie de Saint-Maurice, du 20 mai 1811 au 23 décembre 1813 ».

pp. 49-64 : pages blanches.

pp. 65-88 : Notes du Dr Macognin de la Pierre (publiées ci-après).

pp. 89-92 : pages blanches.

dizains du canton³. M. Biollay expose les événements et les problèmes contemporains dans la perspective de la capitale où siège le gouvernement provisoire du futur canton du Valais ; dans les aperçus du vice-bourgmestre de Saint-Maurice, on retrouvera un certain nombre de ces mêmes événements et de ces mêmes problèmes, mais au cours de leurs développements et de leurs répercussions dans le cadre d'une commune : ils en acquièrent ainsi d'autant plus de relief.

Nous avons donc divisé ces notes en trois parties et introduit des titres et des sous-titres. Dans la transcription, nous avons, de plus, modernisé la ponctuation et l'orthographe : pour les noms des personnes, en adoptant les graphies actuellement en usage ; pour les noms des lieux également, mais en signalant entre parenthèses et en italique la graphie généralement utilisée par l'auteur la première fois qu'elle apparaît. Enfin, pour faciliter l'intelligence du texte, nous avons précisé entre parenthèses carrées les noms ou prénoms des personnages.

Les notes du Dr Macognin de la Pierre constituent un complément intéressant à la connaissance de cette période dite de transition ; illustrant le point de vue régional, elles apportent des éléments d'appréciation concrets et inédits.

A. D.

- pp. 93-154 : « Règlement des îles sous Saint-Laurent fait en 1772, de Vérollez et île d'Epine en 1816, de Massongex en 1815, et registre des délibérations du conseil au sujet des portions ». Copie de la main du Dr Macognin, achevée par Charles-Louis de Bons.
- pp. 154-158 : « Nouveau règlement pour les portions bourgeoises de Saint-Maurice », du 25 mars 1834. Copie de la main de Ch.-L. de Bons.
- pp. 159-199 et 212-227 : « Tableau des bourgeois pourvus ou à pourvoir à rang de tour, soit aux îles sous Saint-Laurent, Massongex et Vérollez ou île d'Epine, et Sablons, dressé le 26 juin 1830, et en 1842 ». De la main du Dr Macognin.
- pp. 201-207 : « Tableau des heimatlosen domiciliés à Saint-Maurice », en 1850. Copie de Pierre Bioley.

³ Dans *Ann. Val.*, 1965, pp. 11-52.

Procès-verbal des opérations du conseil municipal de Saint-Maurice du 23 décembre 1813 au 7 janvier 1814

23 décembre 1813 : Formation d'une garde bourgeoise

L'an 1813, le jeudi 23 décembre, le conseil municipal, assemblé sous la présidence de M. Jacques Quartéry, maire de Saint-Maurice, assisté de son adjoint, a voté à l'unanimité, d'après l'invitation de M. le sous-préfet de l'arrondissement [Michel Dufour] par lettre du susdit 23 décembre, la formation d'une garde bourgeoise dans l'enceinte de la ville, prise parmi les individus valides de la commune depuis l'âge de vingt à soixante ans, pour le maintien de l'ordre et de la police, eu égard aux circonstances dans lesquelles le département se trouvait.

En conséquence, le conseil s'occupa de suite à la formation des listes : 1° des célibataires ; 2° des gens mariés.

A teneur de la lettre de M. le sous-préfet ci-dessus mentionnée, M. Joseph de Bons, ancien officier au service de S.M.C., fut désigné pour commander cette garde en qualité de capitaine ; M. Louis Quartéry, aussi ancien officier en Espagne, en qualité de lieutenant, et M. Xavier Cocatrix, propriétaire, comme sous-lieutenant.

24 et 25 décembre : Passage du préfet Rambuteau et retraite des administrations françaises

Le 24 au soir, M. le préfet du département, comte de Rambuteau, arriva à Saint-Maurice pour être plus à portée des événements qui se passaient en Suisse. Ayant reçu dans la nuit un courrier expédié par le préfet de Genève [Capelle] constatant l'entrée des troupes autrichiennes sur le territoire de la Confédération suisse et leur approche vers le canton de Vaud, [Rambuteau] jugea à propos d'ordonner la retraite des administrations françaises du [département du] Simplon, des douaniers et de la garnison du château de Saint-Maurice, forte de trente hommes du 60^e régiment de ligne. La retraite s'étant effectuée le 25, à onze heures du matin, par Martigny et la Forclaz, la garde bourgeoise entra aussitôt en activité de service et occupa les corps de garde de l'hôtel de ville et du château.

28 décembre 1813 : Arrivée des troupes autrichiennes d'occupation

Le 28 à midi, un officier autrichien avec huit hussards se présenta sur le pont de Saint-Maurice. Voyant qu'il ne leur était opposé aucune résistance et présumant que le piquet de la garde bourgeoise n'était au château que pour la police, ils entrèrent en ville. L'officier vint à la mairie et annonça l'arrivée prochaine de cinq cents hommes qui se dirigeaient sur Martigny, mais à qui il fallait donner à dîner en passant.

Cet ordre fut exécuté et, à quatre heures du soir, les cinq cents hommes du régiment de Gradisca, qui étaient arrivés à deux heures en ville, partirent pour Martigny. On laissa, pour occuper le château, un détachement de Croates de quarante hommes et un lieutenant.

1^{er} janvier 1814 : Le bourgmestre Quartéry se joint à la députation valaisanne en route pour le quartier général des Alliés

Le premier jour de l'an 1814, vers les sept heures du soir, arriva à Saint-Maurice une députation, envoyée par le Haut-Valais au quartier général du prince de Schwarzenberg, commandant en chef l'armée des Alliés, et composée de MM. le baron [Gaspard-Eugène] Stockalper, comte [Eugène] de Courten, baron [Ferdinand] de Werra et [Gaspard] Delasoie, juge de paix du canton d'Entremont. Ils invitèrent M. le maire de Saint-Maurice à se joindre à eux, comme également désigné pour être membre de la députation. M. de Quartéry, voyant le départ des autorités départementales opéré sans proclamation de leur part, le Valais abandonné à lui-même courant les risques d'être inondé de troupes, soit qu'elles dussent uniquement le traverser, soit qu'elles fussent destinées à y séjourner, pensa qu'une députation auprès des Alliés pourrait être utile dans le moment critique où le pays se trouvait, et se décida à partir à dix heures du soir avec les autres députés.

2 janvier 1814 : Instructions remises au vice-bourgmestre par un courrier de Sion

Le lendemain, dimanche 2 janvier, M. le D^r de Macognin de la Pierre reçut un courrier venant de Sion avec un paquet à son adresse, en l'absence de M. le bourgmestre Jacques de Quartéry.

Ce paquet contenait :

1^o Une proclamation imprimée, datée de Sion du 31 décembre 1813, signée « baron de Simbschen, colonel du régiment frontier de Gradisca au service de S. M. impériale et royale apostolique autrichienne, commandant les troupes stationnées en Valais », par laquelle il annonce la prise de possession du Valais par les troupes des hautes puissances dont il commande un corps ; ordonne l'établissement d'un gouvernement, soit administration provisoire du Valais, qui doit être formée par la réunion de douze membres (sept du Haut-Valais et cinq du Bas) sous la présidence provisoire du baron Stockalper ; désigne dans chaque chef-lieu de canton un bourgmestre pour présider l'administration communale, etc.

2^o Une lettre, datée de Sion du 1^{er} janvier, signée « [Jean-François] Taffiner, vice-président », adressée à M. de Quartéry, bourgmestre de Saint-Maurice, par laquelle il l'informe que le colonel commandant les troupes des hautes puissances en Valais demande qu'il soit fait une certaine levée de jeunes gens pour la défense du pays ; il espère qu'il se présentera des volontaires, et si, contre son attente, personne ne répond à son appel, on laisse aux communes la faculté de faire

tirer au sort entre eux les jeunes gens de l'âge de vingt à vingt-cinq ans inclusivement.

3° Une copie non certifiée d'une lettre adressée à M. le baron Stockalper, président de la députation du Valais, datée de Sion le 31 décembre 1813, par laquelle on lui dit que, par la fuite des gendarmes, le Valais se trouve dénué de tout pouvoir exécutoire, et qu'il est en conséquence indispensable d'ordonner une levée à l'instar des autres Etats pour faire le service de l'intérieur et appuyer le militaire dans la défense du pays. Cette lettre règle le contingent que chaque canton, soit dizain, doit fournir d'après sa population, avec l'indication du lieu où il doit se réunir. D'après cette répartition, celui de Saint-Maurice doit être de vingt-quatre hommes et se joindre à Martigny aux contingents des cantons d'Entremont et Monthey pour être sous les ordres de M. de Finck, lieutenant de chasseurs. Cette lettre règle en outre ce dont chaque homme doit se munir.

4° Une espèce de procès-verbal non signé qui rend compte de la manière dont M. le baron de Simbschen a occupé le pays et en a pris possession au nom des hautes puissances alliées, et comment les députés du Haut-Valais s'étaient présentés chez lui pour demander ce que les Coalisés avaient disposé et pourquoi ils avaient ordonné l'occupation du Valais. La réponse fut que c'était pour soustraire le pays à la domination de la France, l'engager à accéder à la Coalition à l'exemple des Suisses, l'inviter à lever un corps de troupes dont il laisse déterminer le nombre à ses chefs, et envoyer une députation au quartier général. Ce procès-verbal fait en outre mention du choix que firent d'après cette réponse les députés du Haut-Valais, des individus propres à être envoyés au quartier général, et qui furent, comme il a été dit plus haut, MM. le baron Stockalper, ancien grand bailli, le comte Eugène de Courten, le baron Werra, Delasoie et Jacques de Quartéry, auxquels les intérêts les plus chers de la patrie, est-il dit, furent confiés. (Ce fut le 28 décembre 1813 que M. de Simbschen fit connaître ce dont nous venons de faire mention.) Le jour suivant, est-il encore dit dans ce procès-verbal, M. le commandant ordonna la formation d'une commission centrale, composée de douze députés nommés par les conseils des communes qui devaient se réunir à Sion, le 3 janvier, pour y former l'administration provisoire du Valais.

*2 janvier 1814 : Nomination des électeurs
pour désigner les députés à la Direction centrale*

D'après toutes ces instructions, le conseil, considérant qu'il était urgent de concourir avec les autres conseils des communes du Bas-Valais pour nommer les cinq députés à la Direction, soit commission centrale, afin que celle-ci pût pourvoir de suite aux subsistances militaires et aux réquisitions qui étaient faites, s'aboucha avec les maires de Martigny [Philippe Morand] et de Monthey [Hyacinthe Darbellay] pour convenir ensemble sur la manière dont l'élection de ces députés se ferait.

Vu qu'il aurait été trop long de faire délibérer en commun les municipalités des cantons, on adopta que les maires se réuniraient au chef-lieu de chaque canton et éliraient, Monthey et Martigny chacun quatre électeurs, Entremont cinq et Saint-Maurice trois, et que ces seize électeurs assemblés à Martigny nommeraient les cinq députés à la Direction générale.

En conséquence, l'an 1814, le dimanche 2 janvier, à six heures du soir, se sont réunis à l'hôtel de ville, à Saint-Maurice, d'après l'invitation qui leur en avait été faite, MM. Charles de Macognin de la Pierre, adjoint du maire de Saint-Maurice fonctionnant en l'absence de M. Jacques de Quartéry, Maurice-Joseph Coquoz et Claude Délez, en qualité de députés pour la commune de Salvan, Frédéric Lugon, maire de Finhaut (*des Finshauts*), Joseph Rey, maire de Massongex, et Jean-Joseph Darbellay, maire de Collonges, [qui] élurent pour se rendre le lendemain à Martigny, MM. Charles de Bons, lieutenant-colonel, membre du conseil municipal de la ville et commune de Saint-Maurice, ainsi que du collège électoral du département ; Charles de Macognin de la Pierre, adjoint du maire de Saint-Maurice, aussi membre du collège électoral, et Louis Biollay, membre du collège électoral, secrétaire du conseil municipal, avec pouvoir de se faire remplacer par un choix fait par eux au cas que l'un d'eux ne pût accepter la délégation. M. le colonel de Bons s'étant trouvé dans ce cas, M. Frédéric Lugin, conseiller municipal, fut chargé de le représenter.

2 janvier 1814 : Répartition du contingent de la garde nationale entre les communes du canton ou dizain de Saint-Maurice

Dans la même assemblée, on arrêta de fournir les vingt-quatre hommes demandés pour le canton de Saint-Maurice, vu qu'on était hors d'état de s'y refuser et que la pluralité des cantons, ceux du Haut-Valais au nombre de sept, avaient les premiers prévenu ces démarches et ces mesures. On décréta de même que ce contingent serait réparti entre les communes à raison de leur population, savoir : Saint-Maurice, ayant une population de 2086 âmes, donnait onze hommes ; Salvan, ayant 1238, en fournissait sept ; Collonges, ayant 483, deux ; Finhaut, 414, deux, et Massongex, 319, deux, à prendre parmi les célibataires et, à leur défaut, parmi les derniers mariés.

3 janvier 1814 : Tirage au sort des jeunes gens appelés à former la garde nationale active

L'an 1814, le lundi 3 janvier, à dix heures du matin, à l'hôtel de ville de Saint-Maurice, en présence du conseil composé de MM. Charles de Bons, Louis Preux, Louis Biollay, Frédéric Lugin, Joseph Dubettier, Joseph Daves, l'ancien châtelain Mottet, d'Evionnaz (*Evionne*), et François Gex pour la section de Mex, présidé par M. l'adjoint en l'absence de M. le maire, se sont réunis tous les jeunes gens de la commune de Saint-Maurice à l'effet de prendre part au tirage entre eux pour la formation du contingent que doit fournir la commune pour la garde nationale active.

On a commencé cette opération par la lecture des différentes pièces envoyées le dimanche matin par M. Taffiner, vice-président de la Direction centrale du Valais, au bourgmestre de Saint-Maurice, toutes relatives à l'occupation du Valais par un corps de troupes des Alliés, aux démarches que les Haut-Valaisans ont faites à l'occasion de cette occupation, à la demande d'une garde nationale active de la part du baron Simbschen, colonel commandant les Autrichiens en Valais, et à la formation d'une administration provisoire.

Ensuite, on a donné lecture de la liste des jeunes gens nés depuis le 1^{er} janvier 1789 au 31 décembre 1793 inclus, sur laquelle chacun d'eux a été invité de faire les observations, adjonctions et autres restrictions qu'il croira convenables. La liste ayant été de cinquante-huit individus a été réduite avant le tirage par la réforme qui en a été faite et par l'absence ou décès de quelques-uns d'entre eux, au nombre de vingt-sept hommes.

Procédé au tirage des billets mis dans une urne, le sort est tombé comme suit :

N^{os}

1. Mettan, Jean-Pierre, fils de Michel, domicilié à La Rasse, et de Jeanne-Marie Vieux.
2. Pillier, Jean-Maurice, fils de Joseph, domicilié à Vérossaz (*Vérosse*).
3. Coquoz, Barthélemy, fils de Maurice, domicilié à Evionnaz, et de Jeanne-Marie Jordan.
4. Saillen, Pierre-François, fils de François, domicilié à Vérossaz.
5. Barman, François-René, fils de François, domicilié à Saint-Maurice, et d'Elisabeth Gex.
6. Mottier, Jean-Pierre, fils de Pierre-Joseph, domicilié à Vérossaz, et de Marguerite Dubulluit.
7. Ritter, Maurice-Ignace, fils d'Ignace et d'Elisabeth Pédrionin, domicilié à Saint-Maurice.
8. Coutaz, Jean-Louis, fils de Barthélemy et d'Elisabeth Marchand, de La Doey (*la Duey*).
9. Woëffray, Pierre-Maurice, fils de Jacques et d'Anne-Marie Barman, de Vérossaz.
10. Coquoz, Pierre-Nicolas, fils de Nicolas et de Marie-Josèphe Coquoz, de La Balmaz.
11. Gollut, Claude, fils de François et de Claudine Baud, domicilié à La Preise (*ès Preyses*).

Le contingent de Saint-Maurice étant de onze hommes, les individus désignés ci-avant ont été déclarés faisant partie de la garde nationale active.

Suit l'ordre des numéros suivants :

12. Délez, Pierre-Maurice, fils de Pierre, de Vérossaz.
13. Barman, Jean-Pierre, fils de Jean-Pierre, de Saint-Maurice.
14. Barman, Joseph-Michel, fils de Michel, de Saint-Maurice.

15. Chappuis, Pierre-Louis, fils de Louis, d'Evionnaz.
16. Daves, Louis-Maurice-Joseph, fils de Pierre-Maurice, de La Doey.
17. Rimet, François-Nicolas, fils de François, de Saint-Maurice.
18. Chappuis, Louis, fils de Louis, d'Evionnaz.
19. Duchêne, Jean-Joseph, né en Savoie en 1793.
20. Barman, Jean-Claude, fils de Claude, de Vérossaz.
21. Blanc, Maurice-Joseph, fils de Jean, d'Evionnaz.
22. Dubulluit, Maurice, fils de Jean-Pierre, de Vérossaz.
23. Franc, Nicolas-Joseph, fils de Charles, de Saint-Maurice.
24. Gerfaux, Jean-Pierre, fils de Michel, de Mex.
25. Saillen, Pierre-Maurice, fils de Pierre-François, des Bassays (*Bassais*).
26. Maillard, Joseph, né à Châtel-Saint-Denis, fils de Pierre.
27. Cocatrix, Jacques-François-Xavier, fils de Joseph et de Catherine Preux.

Les onze gardes nationaux ayant eu la faculté de se faire remplacer :

Mettan, Jean-Pierre, ayant eu le n° 1, l'a été par Jean-Pierre Gerfaux, fils de Michel et de Pétronille Gex, qui avait eu le n° 24 ;

Pillier, Jean-Maurice [n° 2], l'a été par Jacques-Joseph Saillen, fils de Jean-François et de Marie-Josèphe Barman, né le 3 juin 1787, marié à Marie-Catherine, fille de Charles Franc ;

Franc, Nicolas-Joseph, fils de Charles, ayant eu au tirage le n° 23, est parti en remplacement de Pierre-François Saillen, fils de François, de Vérossaz, qui avait eu le n° 4.

7 janvier 1814 : Garde national réformé Equipement du contingent

Par une lettre adressée en allemand à la municipalité de Saint-Maurice, datée de Martigny le 6 janvier, signée « Finck, premier-lieutenant », Pierre-Nicolas Coquoz, fils de Nicolas et de Marie-Josèphe Coquoz, de La Balma (*Balme*), ayant eu par le sort le n° 10, a été réformé, de sorte que Pierre-Maurice Délez, fils de Pierre, de Vérossaz, à qui le n° 12 était échu, a été obligé de partir le 7 janvier en remplacement dudit Coquoz.

Les onze individus formant le contingent de la commune ont tous été armés de fusils de munition, qu'on a eu beaucoup de peine de trouver chez les particuliers. Ils étaient en outre pourvus d'une giberne et d'un havresac.

Certifié le présent procès-verbal véritable en tout son contenu et conforme aux pièces qui nous ont été transmises.

Saint-Maurice, le 7 janvier 1814.

Au nom du conseil :

de Macognin de la Pierre, adjoint.

II

Bref exposé des événements vus de Saint-Maurice de janvier à juin 1814

L'occupation des cols

Depuis cette époque, le corps de milice valaisan, placé sous le commandement du colonel Simbschen, fut en partie détaché au Simplon, partie au Grand Saint-Bernard, pour garder la route conjointement avec des compagnies autrichiennes.

Il y eut diverses affaires d'avant-poste sur ces deux montagnes qu'il appartient à l'Histoire de détailler.

L'affaire du Simplon (début mars 1814)

Au Simplon, une forte avant-garde italienne, commandée par le colonel Ponti et le lieutenant-colonel Colombani, fut faite prisonnière de guerre. Simbschen a attribué fort mal à propos la gloire de cette capture à la compagnie de chasseurs du capitaine Luxem, ainsi qu'à ses Croates, pendant qu'il est plus que notoire que, le tocsin ayant sonné depuis Loèche jusqu'à Brigue, quatre mille paysans armés de carabines, de faux, sabres, fourches, etc., s'étaient portés rapidement par la vieille route pour prendre les hauteurs de la montagne et parvenir à dominer les Italiens, ce qu'ils ont effectué malgré la neige et l'obscurité. Ce n'est qu'aux premiers coups de fusil, tirés des hauteurs par les Valaisans, que Luxem et son lieutenant Finck s'avancèrent par la nouvelle route. Les Italiens cernés de tous côtés se rendirent après une faible résistance. Il y eut quelques hommes tués et beaucoup de blessés. Finck fut du nombre des morts. Après cette affaire, la colonne qui devait passer le Simplon et que l'on estimait devoir être de 10 000 hommes, ne jugea pas à propos de s'aventurer, soit qu'elle ait eu d'autres motifs. La défection de Murat, alors roi de Naples, du parti de Napoléon, et les victoires des Alliés sur les Français rendaient la position d'Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie, très critique dans ces circonstances.

Retour des députés valaisans de Fribourg-en-Brisgau (fin janvier 1814)

Les Valaisans méritèrent donc dès lors de pouvoir participer à la délivrance générale de l'Europe, et d'acquérir de nouveau leur indépendance et la fixation de leur sort parmi les nations.

M. le bourgmestre Quartéry, conjointement avec les autres députés du Valais, était de retour sur la fin de janvier du quartier général des monarques alliés à Fribourg-en-Brisgau. Ils avaient été admis à l'audience du prince de Metternich, premier ministre de S. M. l'empereur d'Autriche, et à celle de l'empereur même. Partout ils avaient reçu

les assurances les plus formelles que leur pays ne retournerait plus sous la domination française, et qu'il re[de]viendrait suisse, objet qui tenait le plus au cœur des Valaisans, toujours attachés à leurs anciens alliés et primitivement concitoyens sous les empereurs romains, les Francs, le premier et le second royaume de Bourgogne, jusqu'à la domination des maisons de Zaehringen, Kybourg, Habsbourg et de Savoie.

Le poids de l'occupation autrichienne (janvier-mai 1814)

L'administration municipale de la ville, et avec elle [celle] du dizain de Saint-Maurice, n'eut tout l'hiver et le printemps de 1814 qu'à s'occuper de fournir vivres, logements et charrois au régiment de Gradisca qu'on faisait voiturier depuis le Simplon à Thonon et Genève, afin, disait-on, de maintenir les communications des débouchés du Valais avec le corps d'armée de M. le lieutenant-général comte Bubna qui, ayant passé un des premiers le Rhin à Bâle, s'était porté sur Genève, l'avait occupé et s'y maintenait contre le général français Dessaix.

La ville de Saint-Maurice eut beaucoup à souffrir de ce mouvement continu des troupes autrichiennes et de la permanence du séjour du quartier général dans ses murs. Ses habitants étaient obligés de nourrir le soldat matin et soir, le militaire ne recevant de rations que pour un seul repas qui assurément était bien loin d'assouvir l'appétit glouton des Croates, « Polaques » et Hongrois, outre qu'il fallait du vin à dîner et au souper, et l'eau-de-vie au déjeuner.

Pour comble de malheur, il prit fantaisie à Simbschen :

1^o de former le noyau d'un régiment lombard avec les prisonniers italiens faits au Simplon ; la commune fut obligée de faire les avances pour les équiper et de leur donner les rations sur le même pied qu'aux Autrichiens ;

2^o de fortifier le château de Saint-Maurice et d'établir une redoute au-delà du pont sur le territoire du canton de Vaud. Quantité d'ouvriers et de paysans furent mis en réquisition pour cet objet. Un caporal hongrois présidait aux manœuvres et donnait des coups de bâton au moindre repos que les travailleurs voulaient prendre, au point que le conseil fut obligé de promettre vingt batz par semaine à ce barbare pour l'engager à être plus modéré.

Fête pour célébrer la chute de Napoléon (9 avril 1814)

Enfin, après plusieurs batailles livrées en France, les Alliés étant entrés à Paris à la fin de mars, ayant rétabli les Bourbons sur le trône de leurs aïeux et sur les débris de celui de Napoléon, la paix s'ensuivit. Par le traité [qui sera signé à Paris, le 30 mai 1814], le Valais cessa d'appartenir à la France et fut rendu à son ancienne indépendance avec le désir manifesté par les puissances coalisées qu'il fit un canton de la Confédération suisse.

Ces événements furent célébrés à Saint-Maurice le samedi de la

semaine sainte [9 avril] par des décharges de l'artillerie prise à Sion après le départ des Français en décembre 1813, dont Simbschen avait laissé quelques pièces à la suite de son quartier, et par la musique entière de son régiment. La ville fut illuminée, et la très grande majorité de ses habitants se livra à la joie d'être délivrée d'un gouvernement qui avait tenu tout le monde dans l'oppression.

Fin de l'occupation autrichienne (mai 1814)

Au commencement de mai, Simbschen partit pour l'Italie [et] laissa pour commandant de place à Saint-Maurice le major du régiment de Weiss nommé Vukassovich, avec un détachement pour la police et la sûreté de la route à la principale entrée du Valais. Ce dernier ne tarda pas à suivre le colonel Simbschen au commencement de juin, et ainsi la ville fut délivrée de la présence d'hôtes fort incommodes et dont les frais d'entretien ont coûté cent mille florins à Saint-Maurice, sans espoir d'obtenir une répartition équitable et proportionnée de cette dette, soit de la part du dizain de Saint-Maurice même, soit de celle des autres dizains du Valais, dont quelques-uns ont très peu souffert.

C'est au zèle et à l'activité de M. le conseiller Louis Biollay que la ville est redevable d'avoir les comptes des fournitures et frais des troupes autrichiennes parfaitement en règle, en triple expédition, visés et approuvés dans tout leur contenu par M. le major Vukassovich. On doit aussi des éloges à MM. Joseph de Bons et Xavier Cocatrix qui, nommés conseillers adjoints en remplacement de MM. Lugin et Dubettier qui, comme habitants, ne pouvaient plus siéger au conseil, se sont chargés de la partie pénible et désagréable des charrois et logements militaires pendant le printemps.

Tentatives pour faire du Valais un Etat indépendant Démarches à Paris et à Zurich

Le Valais, à cette époque, aurait été heureux et sage s'il eût su se donner une constitution adaptée au génie du siècle, conforme aux usages, mœurs et localités du pays, et surtout fondée sur la liberté et l'affranchissement des servitudes acquis dans le temps où nous vivons, au prix du sang de milliers d'hommes versé depuis l'océan Pacifique jusqu'aux rives de la Moskowa. Mais l'esprit d'égoïsme des uns, d'ambition et d'amour-propre des autres a retardé longtemps le moment si désiré de la cessation d'un régime provisoire et d'un état de choses pire que le gouvernement français.

Aussitôt après le traité de Paris, le Bas-Valais (reconnu indépendant et libre de la part du Haut-Valais depuis 1798, confirmé dans cette prérogative par la constitution de 1802) crut devoir s'aboucher avec ses concitoyens du Haut-Valais pour fixer le sort du pays et sortir de l'incertitude de son existence politique, puisque les puissances coalisées, arbitres des destinées du Valais, semblaient attendre de sa décision et du parti qu'il prendrait, de prononcer définitivement sur la place qu'il occuperait parmi les nations.

Quel était donc ce parti à prendre dans ces circonstances critiques et impérieuses ? Se constituer sur-le-champ et voter la réunion à la Confédération suisse à l'instar de Genève, parce que le pays était trop petit et avait trop peu de ressources pour faire une république indépendante, seule et isolée, et qu'à la moindre guerre il aurait été au premier occupant à cause de ses passages du Simplon et du Grand Saint-Bernard ; ce qui n'aurait pas lieu étant suisse, parce que la neutralité perpétuelle de celle-ci étant une fois reconnue par le congrès de Vienne, les passages étaient fermés aux armées étrangères en cas de guerre.

Ce ne fut cependant pas la route que suivit le conseil du gouvernement provisoire, car sans consulter les peuples et les intérêts du Valais, il députa à Paris, sur la fin de mai, trois de ses membres, MM. les barons Stockalper et Werra et M. l'ancien vice-bailli Delasoie, pour demander à Leurs Majestés impériales d'Autriche et de Russie une constitution aristocratique et une existence politique indépendante d'association à aucun Etat voisin. Arrivés à Paris, ces députés trouvèrent les souverains alliés partis, ainsi que leurs ministres, de manière que leur mission devint infructueuse ; mais le Haut-Valais, ayant pris ombrage de cette députation dont il ignorait mais soupçonnait les motifs, sollicita de M. Taffiner, vice-président du gouvernement provisoire, la convocation d'une diète pour aviser aux moyens de sortir d'embarras et de mettre fin au régime provisoire.

Aussitôt que la nouvelle de la tenue d'une prochaine diète fut connue dans le Bas-Valais, les notables et fonctionnaires publics des quatre dizains conférèrent entre eux pour assurer la réunion à la Suisse, ainsi que la liberté des peuples du Bas-Valais. Ils avaient député à Zurich auprès de MM. de Schraut, ministre d'Autriche, et Capo d'Istria, ministre de Russie près la Confédération, MM. Jacques Quartéry, chevalier des SS. Maurice et Lazare, bourgmestre de Saint-Maurice, Michel Dufour, ancien conseiller d'Etat du Valais et ancien sous-préfet de Saint-Maurice sous le régime français, et Philippe Morand, bourgmestre de Martigny, aux fins d'atteindre ce but si désiré. Les ministres avaient répondu favorablement quant à la réunion à la Suisse et donné des espérances pour que les droits de tous les Valaisans fussent les mêmes.

M. Louis Preux, vice-grand châtelain provisoire du dizain de Saint-Maurice, ancien juge de paix sous l'Empire français, avait été envoyé par l'assemblée du Bas-Valais, tenue à Martigny, pour épier à Paris la conduite des députés du gouvernement provisoire du Valais. Il était porteur d'une lettre des ministres des hautes puissances en Suisse, par laquelle ils manifestaient le désir bien prononcé de la réunion du Valais à la Confédération helvétique pour en former un nouveau canton. M. Preux prit la poste, arriva à Paris presque en même temps que ceux qu'il était chargé de surveiller, et en leur faisant voir la lettre de MM. Schraut et Capo d'Istria, acheva de leur faire manquer le but que vraisemblablement ils s'étaient proposé.

La diète de mai 1814

Vers l'élaboration d'une nouvelle constitution

Pendant que ces choses se passaient, la diète fut convoquée pour le lundi de la Pentecôte [30 mai]. Les députés du dizain de Saint-Maurice furent MM. Joseph Chapelet, ancien capitaine au service de France, Charles de Macognin de la Pierre, vice-bourgmestre de la commune de Saint-Maurice, Louis Biollay, conseiller, et Xavier Cocatrix, suppléant en cas d'absence ou maladie d'un des trois premiers. Ce n'est pas ici la place de faire la relation de ce qui se passa à cette diète. Il suffit de savoir que la réunion à la Suisse fut décrétée à la grande majorité des suffrages des dizains.

Dès lors, on s'occupa de constitution. Le Haut-Valais sembla mettre en problème la liberté qu'il avait solennellement accordée au Bas en 1798. Il prétendait que la force seule lui avait arraché l'acte de l'indépendance de ses ci-devant sujets et que les circonstances ayant changé, il pouvait reprendre ses anciens droits. Ce langage était conforme à celui que tenaient les Bernois par rapport à l'Argovie et au pays de Vaud, et on ne peut douter que les démarches qui furent faites auprès des hautes puissances pour remettre le *statu quo* avant 1798 n'aient été concertées entre les Bernois et les Haut-Valaisans. Le Bas-Valais s'empressa de nommer une commission chargée de défendre ses intérêts partout et auprès de qui elle le jugerait convenable. Le dizain de Saint-Maurice choisit pour sa part des membres de ladite commission M. Charles[-Emmanuel] de Rivaz, chevalier de l'ordre distingué de Charles III, ancien conseiller d'Etat du Valais et ancien membre du Corps législatif sous le gouvernement français, et M. le chevalier Jacques Quartéry. La commission répondit victorieusement à toutes les objections du Haut-Valais, soit auprès de celui-ci directement, soit à Zurich devant les ministres des puissances alliées.

III

Extraits des procès-verbaux du conseil municipal de Saint-Maurice du 1^{er} juillet au 2 octobre 1814

Séance du 1^{er} juillet 1814

a) *Salaire des fourniers*

Le 1^{er} juillet 1814, à l'hôtel de ville de Saint-Maurice, le conseil composé de M. le bourgmestre Jacques Quartéry, président, et de MM. le colonel Charles de Bons, Louis Preux, Jean-Pierre Barman, Joseph Dubettier, Joseph de Bons et du soussigné Xavier Cocatrix faisant les fonctions de secrétaire, ces deux derniers nommés provisoirement par les autres membres pour faire partie de leur conseil et en l'absence de M. le D^r Charles de la Pierre, vice-président, et [de] Louis Biollay, secrétaire du conseil, qui ont refusé d'y assister, ledit conseil, sur la proposition de M. le bourgmestre de réduire le prix de six kreutzer que l'on paie aux fourniers pour cuire une « cartanée » de pain, considérant que cette taxe a été faite dans le temps que les fourniers étaient obligés d'acheter le bois, et attendu que les circonstances actuelles autorisent à leur permettre aujourd'hui de couper dans les communs le bois nécessaire au four, arrête :

1^o Le salaire des fourniers pour une « cartanée » de pain est fixé désormais à un batz du Valais, valeur courante.

2^o Il est permis aux fourniers de faire leurs fascines et de couper le bois nécessaire au four dans le Bois Noir, à la réserve du sapin, mélèze et « daille ».

3^o Chaque contravention au présent arrêté sera punie d'une amende de quatre francs.

Donné en conseil pour être publié en ville, au son de la caisse, aux lieux et places ordinaires.

b) *Prix du pain blanc et du pain de seigle*

En même séance, sur la proposition de M. le bourgmestre, le conseil, vu le prix ordinaire de la « cartanée » de froment à vingt-cinq batz et celui du seigle à quinze, a fixé la livre de pain blanc à six kreutzer, valeur ancienne, et celle du pain de seigle à un batz, même valeur. Chaque contrevenant sera amendé de quatre francs.

Donné pour, etc.

c) *Police des fêtes et dimanches*

Le conseil, rappelant ensuite ses anciens règlements de police les jours de fêtes et dimanches, afin d'y donner une nouvelle force, arrête :

1° La défense d'ouvrir les boutiques ces jours-là avant la sortie de la grand-messe.

2° Celle de ne les ouvrir de toute la journée les quatre fêtes principales de l'année : Pâques, Pentecôte, la Fête-Dieu et Noël (aucune exception n'est admise qu'en faveur de la pharmacie).

3° Que les contrevenants payeront l'amende de quatre francs.

4° Que l'huissier de la ville poursuivra les délinquants et sera responsable des amendes encourues, sauf la retenue d'un tiers pour ses honoraires.

M. le président et chaque conseiller individuellement sont priés de surveiller l'exécution du présent et d'accuser l'huissier qui n'aurait pas fait son devoir, qui, dans ce cas, deviendra comptable des amendes, sauf les excuses majeures reconnues.

Séance du 10 août 1814

a) *Réclamation des effets laissés par l'administration française*

Le conseil de la commune, composé de M. le bourgmestre Quartéry, Charles de Bons, Louis Preux, Dubettier, Joseph de Bons et du sous-signé (Xavier Cocatrix, secrétaire adjoint), sur la communication qui lui a été faite d'une lettre du 27 juin, de Genève, signée « Boyeux, garde-magasin du service des lits militaires », et de celle du 30 juillet de M. Gache, inspecteur de ce service, par lesquelles ils réclament tous deux les objets appartenant à cette administration qui ont été laissés à Saint-Maurice, au départ des Français en décembre 1813, le conseil a délibéré de répondre à cet inspecteur qu'on lui remettrait les effets qui n'ont pas été égarés ou pris par les Autrichiens, dont le détail accompagnait la lettre.

b) *Subside pour les prix à distribuer au collège*

En même assemblée, M. le bourgmestre communique une demande verbale de l'abbaye de Saint-Maurice tendant à ce que la ville accorde une certaine somme pour acheter les prix à distribuer aux écoliers, dépense qu'elle ne pouvait supporter, attendu que, depuis trois ans, elle n'avait reçu pour le collège que ce que la ville fournit. Le conseil a délibéré de donner à cet effet vingt écus.

Séance du 21 septembre 1814

a) *Participation aux dépenses de la commission du Bas-Valais*

Le conseil de la ville, composé de MM. Charles de Bons, Joseph de Bons, Xavier Cocatrix, Jean-Pierre Barman, Louis Biollay, Charles de Macognin de la Pierre, et présidé par ce dernier en l'absence de M. le bourgmestre Quartéry, a entendu la lecture d'une lettre de M. Louis

Preux, grand châtelain du dizain de Saint-Maurice, par laquelle il demande à la commune qu'elle ait la bonté de verser entre ses mains la somme de quatre-vingts écus petits formant son contingent du solde des dépenses faites par la commission du Bas-Valais pour assurer les droits et prétentions de celui-ci contre le Haut. Le conseil délibérant sur cet objet a trouvé qu'il était juste de participer aux frais occasionnés pour l'intérêt général, quoique la commune de Saint-Maurice ait quelques raisons de se plaindre du peu d'égards de la commission à lui transmettre le résultat de ses démarches et [à] lui faire connaître, comme aux autres communes du Bas-Valais, ce qui se passe par rapport à la constitution. Mais comme il ne se trouve aucun argent en caisse, le conseil a prié M. Jacques Peney, négociant, de vouloir bien faire l'avance de ces quatre-vingts écus contre une reconnaissance signée du vice-président ; ce que M. Peney s'est empressé de faire pour la commune d'une manière très obligeante.

b) *Prise d'armes pour la Saint-Maurice*

En même séance, il a été arrêté que la milice prendrait les armes le lendemain, à l'occasion de la fête patronale de la ville ; que celle-ci fournirait la poudre et passerait à chaque militaire un batz de pain, autant de fromage et une bouteille de vin.

Séance du 27 septembre 1814

a) *Poursuite du commissaire Berguerand, de Martigny, contre le conseiller Louis Biollay*

Le conseil de la commune, assemblé à l'hôtel de ville sur la convocation et sous la présidence de M. le vice-bourgmestre Charles de la Pierre, et composé de MM. le colonel Charles de Bons, le grand châtelain Louis Preux, Jean-Pierre Barman, Frédéric Lugin, Joseph Dubettier, Jean-Joseph Daves, Claude Mottet, le capitaine Joseph de Bons et du soussigné (Xavier Cocatrix) faisant les fonctions de secrétaire, sur l'exposé fait par le président que M. le commissaire Jacques Berguerand voulait actionner M. le conseiller Louis Biollay relativement aux fournitures de draps qu'il avait faites pour le service des troupes autrichiennes à la demande du colonel Simbschen, par la raison que M. Biollay s'était rendu auprès de lui, à Martigny, avec M. Jacques Peney pour cette fourniture, le conseil déclare avoir envoyé dans le temps M. le conseiller Louis Biollay sur la demande du sieur Jacques Peney pour l'accompagner à Martigny afin d'obtenir plus tôt et plus sûrement les draps demandés, et le libère en conséquence de toute poursuite particulière qui pourrait être dirigée contre lui à cet égard.

Le conseil susnommé, auquel s'est joint le conseiller Biollay, sur la demande faite à la commune par M. Berguerand pour le solde de ces draps, attendu qu'elle a été faite au moyen d'un mandat adressé à M. le bourgmestre Quartéry ; que celui-ci est à même de donner des

instructions plus positives sur cette affaire, puisque Simbschen s'était annoncé directement à lui en faisant sa réquisition, a arrêté d'attendre son retour pour faire une réponse sur cet objet, de donner connaissance de cette délibération au commissaire Berguerand, et de le prier de suspendre ses poursuites jusqu'à l'arrivée de M. Quartéry.

b) *Nomination de députés pour aller à Zurich prêter serment au pacte fédéral*

En même séance, le vice-bourgmestre ayant communiqué une lettre du gouvernement provisoire adressée au grand châtelain de ce dizain portant l'invitation de faire nommer en conseil désenal trois personnes prises dans les différentes parties du pays, pour aller à Zurich prêter serment de fidélité au pacte fédéral, et ayant à cet effet prié le conseil d'instruire ses députés au dizain sur le choix qu'ils devaient faire au nom de la commune, le conseil les a chargés de demander que chaque arrondissement du Valais nommât son député sans prendre part à la nomination des deux autres, et que pour le Bas-Valais soit désigné M. le chevalier Charles-Emmanuel de Rivaz, ancien conseiller d'Etat, et que, dans le cas où on devrait nécessairement participer à la nomination des deux autres, fussent choisis S. E. M. le baron Stockalper, ancien grand bailli; pour l'arrondissement oriental, et M. Augustin de Riedmatten, bourgmestre de la ville de Sion, pour l'arrondissement du Centre.

c) *Répartition et liquidation des frais de guerre*

En même assemblée, sur la proposition de M. de la Pierre qu'il fût demandé de par la commune la tenue d'un conseil de dizain aux fins de procéder à la répartition des frais de guerre et de s'occuper des moyens de leur liquidation, le conseil, considérant que l'organisation définitive du pays étant prochaine, les membres appelés à former le gouvernement devront nécessairement s'en occuper, afin d'éviter un double travail, a délibéré de renvoyer cette liquidation jusqu'à l'organisation du Valais, en faisant connaître néanmoins au conseil du dizain le montant de la dette pour que les députés des communes à ce conseil préviennent leurs administrés de se tenir prêts à payer à la première réquisition.

d) *Réouverture du collège et rétablissement du pensionnat*

En même séance, sur la proposition de M. de la Pierre, le conseil considérant combien il est important pour le dizain de Saint-Maurice et la commune en particulier que le collège de cette ville continue sur le pied des années précédentes, et même qu'il s'acquière une plus grande réputation et un nouveau lustre par l'enseignement de la philosophie et le rétablissement du pensionnat interrompu sous le régime français; considérant que, si la royale abbaye a fait des sacrifices ces quatre dernières années en continuant le collège malgré qu'elle n'ait reçu pour traitement des professeurs que les revenus attachés

par la ville et qui sont très insuffisants, la commune dont les intérêts dans l'éducation de la jeunesse sont encore plus grands que ceux de l'abbaye, doit aussi faire de son côté les plus grands efforts pour le maintien et la prospérité de ce collège, et voulant, aujourd'hui que la commune peut disposer de ses revenus, prévenir à ce que l'abbaye ne supporte pas seule la majeure partie des frais de l'enseignement, a arrêté :

1° que la commune indemniserà l'abbaye, autant qu'il sera en son pouvoir, du traitement des professeurs et autres frais du collège pour l'an 1815, au cas où le gouvernement n'y pourvoirait pas.

2° M. le vice-bourgmestre est chargé de prier Sa Révérence M. l'abbé [Pierraz] d'ouvrir le collège le 3 novembre prochain, d'y enseigner toutes les classes, Philosophie comprise, d'établir un pensionnat et de faire connaître ces dispositions à tout le pays.

3° Il sera adressé à Sa Révérence copie du présent arrêté.

Séance du 2 octobre 1814

a) *Arriéré dû à l'abbaye pour le collège*

Le conseil de Saint-Maurice, composé de M. le vice-bourgmestre de la Pierre, de M. le colonel de Bons, Jean-Joseph Daves, Claude Mottet, Joseph de Bons et Xavier Cocatrix, secrétaire adjoint, ensuite de la communication faite par M. de la Pierre, de la réponse de M. l'abbé par laquelle il exige pour ouvrir les classes à la Toussaint que la commune s'engage à payer à l'abbaye dans le courant de novembre tout l'arriéré, et en outre qu'elle réponde des quatre-vingts louis dus par l'Etat pour le collège et qui se comptent annuellement en deux termes suivant la transaction, a délibéré de demander par la voie de M. le grand châtelain, faisant les fonctions de président du dizain de Saint-Maurice, aux quatre dizains du Bas-Valais comme étant spécialement intéressés à la conservation du collège de Saint-Maurice, s'ils voulaient contribuer selon un taux qui serait fixé à l'acquittement de ces quatre-vingts louis au cas que les dizains d'en haut, soit le gouvernement provisoire, n'y fassent pas honneur, et de retarder la réponse à M. l'abbé jusqu'à ce que les dizains aient fait la leur.

b) *Règlement de la dette contractée par feu Garny à l'égard de la commune*

En même séance, sur l'exposé de Claude Mottet, que Jean Garny, d'Evionnaz, débiteur à la ville d'un capital de cent quinze écus, est mort insolvable, que ses avoirs sont en distribution, mais que lui, Mottet, chargé de ces affaires, ferait acquitter le capital pourvu que la ville fasse grâce de deux intérêts arriérés, le conseil a arrêté d'abandonner ces deux intérêts et d'en donner acte au receveur communal, qui replacera ledit capital au cinq pour cent, pendant qu'il n'était qu'au quatre chez Garny.

c) *Permis de coupe de bois*

En même séance, le conseil a accordé aux scieurs Baptiste Delerce, demeurant à La Preise, des MM. Preux et Vincent Pache à la scie de l'hoirie de Nucé, six plantes de mélèze à couper aux Ravoires, en remplacement d'un pareil nombre qu'ils ont remis à la ville sur une réquisition de Simbschen pour étayer les terrasses du château de Saint-Maurice. M. le vice-bourgmestre fera désigner les pièces qui doivent leur être remises.